

## Compte-rendu du comité ONG du 18 octobre 2022

# 29 NOUVEAUX PROJETS D'ONG FINANCES PAR L'AFD

## L'AFD accorde plus de 30 millions d'euros de subventions aux organisations françaises et à leurs partenaires locaux de la société civile

Le comité ONG de l'AFD du 18 octobre 2022 a validé l'attribution de plus de 30 millions d'euros de subventions (30 378 000 €) à 28 OSC françaises pour la mise en œuvre de 29 nouveaux projets dont le budget global s'élève à plus de 50 millions d'euros (50 470 937 €).

Parmi ces nouveaux projets, **22 projets seront déployés sur le terrain** pour soutenir :

- la protection de l'enfance, les droits humains et la lutte contre l'exclusion (8 projets),
- le développement rural (5 projets)
- l'accès élargi et de qualité aux services de santé, notamment en matière de DSSR (4 projets),
- la protection de l'enfance et l'insertion des jeunes par l'éducation et la formation professionnelle (3 projets)
- la protection de l'environnement et la résilience au changement climatique (2 projets)

**7 projets d'intérêt général** permettront également de développer des actions d'éducation à la citoyenneté et de structurer le milieu associatif français, notamment sur le genre et les DSSR, l'engagement des jeunes et le commerce équitable.

Deux des 22 projets terrain seront déployés en **Birmanie pour répondre aux besoins des populations birmanes exposées à une crise multifactorielle (sanitaire, économique, politique et sécuritaire)**. Le projet de Triangle Génération Humanitaire visera à renforcer les moyens d'actions des acteurs de la société civile, avec un soutien financier de l'AFD de 480 000 euros. Solidarités International mènera quant à elle des activités dans les zones rurales de l'Etat de Kachin pour améliorer la résilience socioéconomique des populations rapatriées, réinstallées et touchées par le conflit, avec un soutien financier de l'AFD de 1 200 000 euros.

A noter également l'octroi de **deux programmes d'ampleur et structurant pour l'AFD** :

- Le financement de la 2<sup>nd</sup>e phase de la **convention de partenariat pluriannuel entre l'AFD, le MEAE et Médecins du Monde** à hauteur de 9 300 000 euros sur 4 ans qui permettra de renforcer l'expertise et la stratégie de MdM sur la réduction des risques pour les travailleurs du sexe, la réduction de la morbidité et de la mortalité dues au cancer du col de l'utérus et la santé environnement ;
- Le financement de la 3<sup>ème</sup> phase du **Programme Concerté Pluri-acteurs porté par le Comité National de Solidarité Laïque** à hauteur de 2 500 000 euros sur 3 ans, qui permet à 93 organisations membres (associations, syndicats, coopératives, collectivités territoriales et pouvoirs publics), françaises comme tunisiennes, de lutter contre les inégalités d'accès aux droits en Tunisie.

## PROJETS DE TERRAIN

### MEDECINS DU MONDE

**Renforcer les opérations et l'expertise de Médecins du Monde pour favoriser l'accès aux services de santé et aux droits des populations vulnérables, en Algérie, Ethiopie, Madagascar, Myanmar, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Népal, Philippines et RDC - Phase 2**

Le projet s'articule autour de 3 axes prioritaires et stratégiques pour l'OSC. Il vise tout d'abord à réduire les inégalités d'accès à la santé et aux droits de travailleurs du sexe, incluant les populations LGBTQI+, en Algérie, en Ethiopie, à Madagascar et au Myanmar, au travers d'une approche de réduction des risques qui favorise l'empowerment de ces populations clés. Il contribue également à la réduction de la morbidité et de la mortalité dues au cancer du col de l'utérus pour les femmes, avec des approches pilotes et innovantes, ainsi que la prévention et la prise en charge des patientes au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Enfin, le projet ambitionne de soutenir les capacités d'agir des populations vulnérables dans la réduction des risques induits par les environnements nocifs (au travail ou sur le lieu de vie) sur la santé, en développant des projets pilotes au Népal, aux Philippines et en RDC. Mdm verra son expertise renforcée et structurée.

*Le budget total de ce partenariat pluriannuel sur les 4 prochaines années est de 13 312 457 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 9 300 000 euros, soit 70% du montant total du projet. Pour la première tranche de 2 ans, le budget total s'élève à 6 580 228 euros avec une subvention de l'AFD de 4 600 000 euros.*

### ALIMA

**Améliorer les soins de santé reproductive, maternelle et néonatale à Téliélé en Guinée**

Dans cette zone enclavée de Guinée, l'éloignement des structures de santé, le mauvais état des infrastructures routières, le manque de moyens et d'équipements des structures sanitaires, ainsi que l'absence de stratégies adaptées, au plus près des populations, et de ressources, entraînent des taux d'accouchement assisté par du personnel de santé qualifié très bas et une surmortalité maternelle et infantile importante.

Le projet vise à améliorer l'accès aux soins préventifs, curatifs et promotionnels en matière de santé reproductive et maternelle des femmes en âge de procréer. Il ambitionne de renforcer les différentes stratégies (au niveau des communautés et au niveau de l'hôpital préfectoral) pour assurer le suivi des grossesses difficiles et leurs référencement du niveau communautaire vers les structures sanitaires. Le projet a également pour objectif de renforcer les capacités de la communauté pour encourager l'accès aux soins de santé maternelle et infantile, l'accès à la planification familiale et favoriser l'exercice des droits sexuels et reproductifs.

*Le budget total de ce projet est de 1 666 667 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 000 000 euros, soit 60% du montant total du projet.*

### COMITE NATIONAL DE SOLIDARITE LAÏQUE (CNSL)

**Réduire les inégalités d'accès aux droits en Tunisie – phase 3**

Le Programme Concerté Pluri-acteurs (PCPA) « Soyons actifs/actives » rassemble un collectif d'organisations françaises et tunisiennes autour d'un objectif commun : la réduction des inégalités en Tunisie. Le collectif regroupe 93 organisations membres (58 tunisiennes et 35 françaises) : associations, syndicats, coopératives, collectivités territoriales et pouvoirs publics qui se concentrent plus particulièrement sur deux thématiques : l'accès à l'éducation et l'accès à l'emploi décent via l'économie sociale et solidaire (ESS), tout en favorisant la démocratie participative.

Cette troisième et dernière phase du programme (2022-2025) permettra de consolider les résultats obtenus et de pérenniser les dynamiques impulsées en matière de renforcement des capacités de la société civile tunisienne. Pour ce faire, le projet prévoit un appui technique et financier aux organisations membres du programme pour :

- Développer des projets de terrain favorisant l'accès à l'éducation et à l'emploi décent à travers l'ESS des populations vulnérables et dans les territoires défavorisés ;
- Renforcer les compétences de la société civile tunisienne en développant un tiers-lieu dans le quartier défavorisé de Bhar Lazreg (commune de La Marsa) qui sera un espace d'échanges, de ressources et de formations assurées par les associations pour leurs pairs ;
- Poursuivre la stratégie de dialogue et de plaidoyer à l'égard des pouvoirs publics en renforçant les capacités des deux pôles thématiques « éducation » et « économie sociale et solidaire ».

*Le budget total de ce projet est de 3 333 361 €. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 2 500 000 €, soit 75 % du montant total du projet.*

### **TRIANGLE GENERATION HUMANITAIRE (TGH)**

#### **Renforcer les moyens d'actions des acteurs de la société civile en Birmanie – phase 3.**

La crise du COVID-19 ainsi que le coup d'Etat de février 2021 en Birmanie ont causé une augmentation exponentielle des besoins des populations birmanes exposées à une crise protéiforme, à la fois sanitaire, économique, politique et sécuritaire en particulier dans l'Etat du Chin en Birmanie. La difficulté des organisations de la société civile internationale à intervenir directement sur le territoire, au regard de la prise du pouvoir par la junte militaire armée birmane, a conduit l'association TGH à nous présenter la troisième phase d'un projet sur le renforcement de capacités d'organisations de la société civile locales multisectorielles pouvant répondre aux besoins des populations de la région visée.

TGH et ses partenaires s'attachent, d'une part à renforcer des moyens opérationnels, techniques et financiers de six acteurs de la société civile birmane via notamment la mise en place d'un dispositif de « micro-projets » visant à soutenir directement les populations. D'autre part, le projet vise à renforcer les synergies entre acteurs associatifs et/ou communautaires locaux à travers l'animation d'un réseau de partage et d'échange de bonnes pratiques sur l'ensemble du territoire birman.

*Le budget total de ce projet est de 480 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 288 000 euros, soit 60% du montant total du projet.*

### **SOLIDARITES INTERNATIONAL**

## **Améliorer la résilience socioéconomique des populations rapatriées, réinstallées et touchées par le conflit dans les zones rurales de l'Etat de Kachin en Birmanie - projet FARM.**

Depuis le coup d'Etat et la pandémie de COVID-19, la population birmane est confrontée à une crise multifactorielle avec des besoins des populations qui se sont considérablement accrus. Une des conséquences significatives de ces multiples crises en Birmanie, plus spécifiquement dans l'Etat du Kachin, est la propension des personnes déplacées internes fuyant les multiples conflits interarmées dans une région sous contrôle en majorité de la junte militaire birmane actuellement au pouvoir.

L'association nous présente ainsi la première phase d'un projet visant à améliorer les capacités et l'autonomisation des acteurs (population rurale de la région et plus spécifiquement les populations déplacées internes de la filière agricole de cette région) afin d'en renforcer leurs rôles d'acteurs du développement socio-économique local pour en améliorer leur sécurité alimentaire. Le projet nommé FARM mettra en œuvre des activités promouvant l'agroécologie en y incluant spécifiquement la participation des femmes, des jeunes et des personnes déplacées internes, principales victimes des nombreux conflits et crises protéiforme que connaît le pays.

*Le budget total de ce projet est de 2 000 000 d'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 200 000 euros, soit 60% du montant total du projet.*

### **GRET**

**Convention programme multipays de 'recherche-action' qui expérimente par l'action comment l'approche par les 'communs' peut faciliter une gouvernance partagée des ressources naturelles, de services essentiels et de territoires – Haïti, Laos, Madagascar, RDC, Sénégal - phase n° 2**

La 2<sup>ème</sup> phase du programme « Communs et gouvernances partagées sur les ressources, services et territoires » poursuit l'objectif initié lors de la phase 1 qui est de développer un cadre conceptuel, des outils et des méthodes de mise en œuvre d'une approche par les communs (APC) mobilisable dans le cadre d'opérations de développement, visant à façonner des dispositifs de gouvernance partagée, inclusifs, équitables et évolutifs sur plusieurs types d'objets de communs. Le projet vise à mettre en œuvre une APC dans sept « projets laboratoires », de maintenir et élargir l'expérimentation d'une APC dans huit « projets associés » et de tirer les enseignements des expérimentations de terrain conduites et publier les apprentissages sur les conditions et modalités de mise en œuvre d'une APC.

Cette seconde phase permettra au GRET de poursuivre et élargir son champ d'expérimentation sur une quinzaine de projets dont la diversité géographique et thématique fera la richesse des enseignements tirés par le programme ; et de diffuser des orientations méthodologiques pour l'adoption d'une APC au sein d'une large communauté de l'Aide Publique de Développement qui les testent dans le cadre de leurs interventions.

*Le budget total de ce projet est de 2 310 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 500 000 euros, soit 65% du montant total du projet.*

### **APPRENTIS D'AUTEUIL OCEAN INDIEN**

**Contribuer à la réinsertion des enfants en situation de rue à Antananarivo – Madagascar – Phase 3**

Ce projet constitue la troisième phase d'une intervention visant la réinsertion sociale et économique des enfants et des jeunes, filles et garçons, en situation de rue à Antananarivo. Dans la continuité des précédentes phases, la logique d'intervention se décline selon les trois principaux objectifs suivants :

- Prendre en charge les enfants en situation de rue et leur famille en leur offrant un accueil de jour et de nuit, un accès à l'éducation et à la santé, un accompagnement psychosocial, un accès à la formation professionnelle et à l'emploi.
- Améliorer les compétences et les pratiques des équipes éducatives des partenaires par l'octroi de formations et la mise en place d'espaces d'échanges de pratiques, et renforcer l'autonomie stratégique et financière des partenaires locaux.
- Mettre en réseau les acteurs (associatifs, les PTF, les autorités locales, etc.) et plaider pour défendre les droits fondamentaux des enfants des rues à Madagascar.

Le projet cible directement 1700 enfants et jeunes en situation de rue, 1000 familles vulnérables, 60 éducateurs et professionnels de la prise en charge sociale, et 20 cadres et membres des Conseils d'administration des associations partenaires.

*Le budget total de ce projet est de 1 400 000'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 700 000 euros, soit 50 % du montant total du projet.*

## **UNIVERS-SEL**

### **Développer l'agriculture durable de mangrove en Guinée Bissau – phase 3**

En s'appuyant sur l'expertise des paludiers de Guérande, le projet DEDURAM (développement durable de l'agriculture de mangrove) propose aux populations qui le souhaitent des accompagnements techniques et organisationnels pour la production de sel et de riz.

Pour le sel, le projet propose aux productrices une technique de production solaire innovante, qui permet de supprimer la combustion de bois dans le processus (la technique traditionnelle nécessite de brûler trois tonnes de bois pour produire une tonne de sel). Grâce à cette technique solaire sur bâches, la production devient plus écologique, plus rentable, moins chronophage et moins pénible. Elle préserve les forêts tout en diminuant les émissions de gaz à effet de serre. En matière de riziculture, le projet propose aux producteurs une protection de leur périmètre rizicole grâce à la réhabilitation des digues de ceinture et une amélioration de la gestion de l'eau dans leurs parcelles pour sécuriser les récoltes face aux pluies irrégulières et aux infiltrations d'eau salée. Cela permet de garantir une plus grande surface de récolte et une meilleure productivité.

*Le budget total de ce projet est de 1 249 374 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 550 000 euros, soit 44 % du montant total du projet.*

## **PLAN International France**

### **Accompagner les jeunes vers des alternatives éducatives et de la formation professionnelle dans l'Atacora au Bénin - Phase 1 (ALFA)**

Ce projet ALFA entend répondre au défi des enfants hors de l'école et au faible accès à une formation professionnelle de qualité pour les jeunes. Mis en œuvre dans trois communes de

l'Atacora, au Bénin, il vise à accompagner les enfants, adolescents et jeunes âgés de 9 à 24 ans parmi les plus vulnérables vers un cursus scolaire formel pérenne ou une insertion socio-économique décente, leur permettant une transition vers l'âge adulte, pour subvenir à leurs besoins et faire valoir leurs droits de manière active et durable.

Pour cela, le projet est construit autour de deux objectifs : le premier est d'offrir aux enfants de 9 à 14 ans hors de l'école des parcours d'éducation (mise en place de Centres d'Education Communautaire) et un accompagnement adapté, tout en renforçant les capacités économiques des familles à travers des activités génératrices de revenus (AGR) et des sessions de sensibilisation. Le second est d'accompagner les adolescents et les jeunes de l'Atacora de 15 à 24 ans, hors de l'école, dans leur parcours d'insertion, via des formations techniques et en compétences de vie, et un accompagnement pour le démarrage de leur activité économique.

*Le budget total du projet est de 770 000 €. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 450 000 euros, soit 58% du montant total du projet.*

### **ACTION CONTRE LA FAIM**

#### **Renforcer les systèmes et les services de santé en Afrique de l'Ouest – phase 2 (PROSSAN 2)**

Ce projet est la seconde et dernière phase d'un projet mis en œuvre par ACF en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone depuis 2019, visant à améliorer la santé des populations vulnérables de ces pays via des offres de soins de qualité adaptées aux besoins spécifiques des populations ciblées.

Les bénéficiaires visés dans cette seconde phase, près de 500 000 personnes en direct, sont plus particulièrement les femmes et les jeunes ; la première phase avait permis, elle, de toucher en priorité les enfants de moins de cinq ans et les jeunes.

Trois volets sont prévus dans ce projet : fournir une offre de soins de qualité (via un renforcement des compétences des personnels de santé dans les domaines de la santé sexuelle et reproductive, de la santé infantile, du VIH/Sida, et de la santé mentale et soutien psychosocial), améliorer la demande de soins (via un renforcement des connaissances des jeunes et des femmes sur les pratiques de santé) et effectuer des activités de plaidoyer pour renforcer le poids de la société civile (organes communautaires de gestion des structures de santé, société civile féminine et des jeunes) dans les débats et les annonces d'engagements nationaux dans le domaine de la santé des femmes et des adolescents.

*Le coût total du projet est de 2 167 500 € pour une durée de 3 ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 300 000 euros, soit 60% du montant total du projet.*

### **SAMUSOCIAL INTERNATIONAL**

#### **Renforcer les capacités de réponses du réseau Samusocial aux exclusions sociales - Burkina Faso, République du Congo, Sénégal - phase n°2**

Dans le contexte de crise sanitaire et sécuritaire, on constate une précarisation et multiplication des publics rencontrés en situations de grande vulnérabilité, notamment les enfants et familles vivant en situation de rue, ainsi qu'une fragilisation des acteurs et initiatives pour leur venir en aide.

Pour cette seconde phase de son programme, impliquant quatre partenaires ainsi que 6 autres services Samusocial associés, le Samusocial International vise à renforcer les capacités de réponses du réseau et de ses membres aux exclusions sociales dans toute leur diversité. Cela implique d'assurer la continuité des interventions Samusocial et le renforcement de ces dernières dans toutes leurs composantes (prise en charge, mobilisation inter-acteurs, formation des professionnels, adaptation à la diversification des publics, gestion des dispositifs, communication).

Cela implique également de renforcer les échanges au sein du réseau lui-même en renforçant la coordination et la participation des membres, en faveur d'une co-construction des savoirs et savoirs faire au service de chacun de ses membres, ainsi que des réflexions et chantiers communs au service de tous.

*Le budget total de ce projet est de 4 000 000 d'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 500 000'euros, soit 38 % du montant total du projet.*

### **FORUM REFUGIES COSI**

#### **Renforcer la protection des personnes vulnérables (Refugiés – Victimes – Vulnérables) au Liban, Phase 2 (REVIV 2)**

Le projet REVIV 2 vise à protéger et défendre l'accès au droit des réfugiés et des personnes vulnérables au Liban. Il sera mis en œuvre par trois structures organisées en consortium : le Forum réfugiés Cosi, le Centre libanais des Droits de l'Homme (CLDH), acteur central de mise en œuvre du projet, et pour la première fois la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) qui n'avait pas participé à la première phase.

Le projet vise à améliorer la prise en charge des réfugiés et personnes vulnérables par un accompagnement individualisé psycho socio-économique ; améliorer l'accès au droit encourageant le processus de réparation pour les réfugiés et personnes vulnérables ; et amener les enjeux de défense des droits fondamentaux des réfugiés et des personnes vulnérables dans le débat public au Liban.

Les bénéficiaires seront 400 réfugiés et détenus vulnérables en besoin d'assistance (identifiés en détention) ; 300 victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux, et 45 membres des forces de sécurité qui seront formés par le CLDH sur le cadre juridique relatif à la torture et sur les techniques d'interrogatoire.

*Le budget total de ce projet est de 560 025 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 290 000 euros, soit 52 % du montant total du projet.*

### **FEDERATION HANDICAP INTERNATIONAL**

#### **Lutter contre la violence basée sur le genre, l'âge et le handicap, par le jeu, les arts et le sport au Rwanda**

Le projet REKHA (qui signifie STOP en Swahili et Kinyarwanda) est proposé par HI, en consortium avec Play International. Le projet vise à contribuer à la réduction des violences basées sur le genre, l'âge et le handicap faites aux femmes, aux enfants et aux personnes handicapées et d'améliorer la résilience des personnes survivantes de violence au Rwanda. La spécificité de ce projet est qu'il utilisera le jeu (la *playdagogie*), l'expression artistique et le sport comme outils de prévention et de réponse aux violences.

Le projet ambitionne un renforcement des mécanismes de prévention des personnes victimes de violence entre les acteurs de manière inclusive et coordonnée, un soutien aux

communautés pour qu'elles adoptent des attitudes et des comportements favorables à la prévention des violences basées sur le genre, l'âge et le handicap et qu'elles soient mieux outillées pour fournir un appui aux personnes victimes de violences, et enfin des services de prise en charge mieux coordonnés, de meilleure qualité et plus inclusifs de leurs besoins pour les personnes victimes de violences basées sur le genre, l'âge et/ou le handicap.

*Le budget total de ce projet est de 920 846 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 500 000 euros, soit 54% du montant total du projet.*

## **TOUR DU VALAT OSC et zones humides en Méditerranée – Phase 2**

Le projet vise à renforcer des OSC méditerranéennes pour qu'elles contribuent à la protection, la gestion et l'utilisation des zones humides en Méditerranée dans la perspective de préserver un capital naturel et les services environnementaux rendus par ces écosystèmes.

Le projet ambitionne une professionnalisation de la société civile dans ses actions en faveur des zones humides, en particulier dans les domaines de protection, restauration, gestion, suivi et communication relatifs aux zones humides ; une participation active de la société civile à la mise en œuvre de l'Alliance méditerranéenne pour les zones humides qui porte des actions fortes de cartographie, de communication et de plaidoyer intra-méditerranéen en faveur des zones humides avec notamment un système d'alerte rouge quand une zone humide est identifiée comme menacée ; et enfin un développement continu du réseau de comptage d'oiseaux d'eau dans le cadre du réseau de suivi des oiseaux d'eau méditerranéens.

*Le budget total de ce projet est de 858 668 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 500 000 euros, soit 58% du montant total du projet.*

## **ESSOR**

### **Innover pour un accès équitable aux services sociaux de base en Guinée-Bissau, au Tchad et au Mozambique (Particip'Action)**

Le projet PARTICIP'ACTION constitue la phase 2 d'un programme qui vise à permettre aux populations les plus vulnérables de quartiers périphériques urbains et de zones rurales du Mozambique, de la Guinée-Bissau et du Tchad, d'avoir un accès aux services sociaux de base (éducation, formation et insertion professionnelle, état-civil, santé, assistance juridique...) et un accompagnement dans l'utilisation de ces services et dans leur participation citoyenne.

Ce travail est accompli au moyen de petites unités de permanences sociales, installées dans les quartiers, au plus près des populations. Ces permanences, appelées BIOSP (Bureau d'information et d'orientation sociale et professionnelle) ont été installées, développées et structurées au cours de la phase 1. Cette seconde phase devrait permettre de consolider le fonctionnement des BIOSP (partenariats avec les communautés et OSC locales, les services publics, entreprises, collectivités locales) et de pérenniser les dispositifs d'accueil et d'orientation au profit des populations.

Dans le cadre de ce projet, les personnes en situation de vulnérabilité sociale seront accueillies dans l'un des BIOSP, elles recevront une orientation et un contact vers un service social, éducatif ou professionnel, elles bénéficieront de services adaptés dans le champ de

l'éducation, de la formation professionnelle ou de l'état-civil et elles seront sensibilisées à leurs droits et devoirs de citoyens.

*Le budget total de ce projet est de 1 344 710 euros sur trois ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 800 000 euros, soit 59 % du montant total du projet.*

### **COMITE DE COOPERATION AVEC LE LAOS** **Générer une Résilience Economique et Environnementale iNclusive - GREEN**

Le projet GREEN a pour objectif de renforcer la résilience des populations de la Province de Phongsaly, et en particulier des communautés rurales issues de minorités ethniques, des femmes et des jeunes, face aux conséquences des crises économiques et environnementales auxquelles elles sont confrontées. GREEN propose une double approche visant à :

- renforcer l'économie des ménages afin de leur permettre d'investir et de développer une production agricole durable destinée à un marché local, afin de réduire la dépendance économique aux produits d'exportation et de diversifier l'offre alimentaire locale pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour cela le projet apportera de l'appui-conseil en économie familiale, soutiendra les groupements de femmes et la mise en place d'un réseau de paysans relais en agroécologie et financera des microprojets de développement économique.
- accompagner la gestion et la préservation des ressources naturelles, notamment l'eau, à travers des sensibilisations sur les enjeux environnementaux, l'appui à la mise en place de *task forces* communautaires, la construction de réseaux d'adduction d'eau ainsi que le financement d'initiatives environnementales.

*Avec un budget total de 850 000 €, le montant de la subvention accordée par l'AFD est de 500 000 €, soit 59 % du budget du projet.*

### **ICOSI - Institut de Coopération Sociale Internationale** **Appuyer l'entrepreneuriat coopératif agricole au Sénégal et au Bénin**

Le projet a pour objectif d'accompagner les acteurs vers une plus grande autonomie et contribuer au développement socio-économique local grâce à l'entrepreneuriat agricole coopératif et résilient. Il propose une approche orientée sur les coopératives d'utilisation de matériel agricole – CUMA et travaille à :

- Accompagner le renforcement institutionnel et organisationnel des structures faïtières agricoles au Bénin et au Sénégal, à travers la remobilisation des élus et des membres CUMA ;
- Appuyer la modernisation du secteur agricole du Bénin et du Sénégal, par une offre de formations adaptée aux membres des structures faïtières, et la mise en place d'un fonds de solidarité au sein du réseau CUMA ;
- Contribuer à la sécurisation de l'agriculture familiale par la promotion de l'ESS, l'entrepreneuriat collectif et le système CUMA.

*Avec un budget total de 773 070 €, le montant de la subvention accordée par l'AFD est de 450 000 €, soit 58 % du budget du projet.*

### **ACTING FOR LIFE**

## **Renforcer la cohésion sociale au niveau de territoires transfrontaliers stratégiques au Burkina Faso, Bénin, Togo et Ghana**

Ce nouveau programme porté par Acting for Life et ses partenaires vise à appuyer un développement socio-économique et inclusif des territoires, dans 4 pays (Burkina-Faso, Bénin, Togo, Ghana).

Les territoires transfrontaliers visés se caractérisent par une marginalisation de certains groupes sociaux (jeunes, agropasteurs) liée à l'absence de formation en adéquation aux besoins des territoires ou à une méconnaissance du fonctionnement de la filière bétail. L'objectif spécifique de ce programme sera d'inclure ces différents groupes et d'assurer ainsi un développement socio-économique des territoires et un renforcement de la cohésion sociale.

Le projet vise à faciliter le développement des territoires grâce à un accroissement et une diversification des offres de formation ; renforcer une gouvernance informée des territoires à travers la mise en place d'outils d'aide à la décision ; et renforcer une gouvernance multi-acteurs des territoires.

*Le budget total de ce projet est de 2 500 000 euros sur trois ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 500 000 euros, soit 60 % du montant total du projet.*

### **ASSOCIATION LA VOÛTE NUBIENNE**

#### **Appuyer le déploiement du secteur de l'écoconstruction, vecteur de résilience des populations - Bénin, Burkina Faso, Ghana**

Le projet vise à déployer le secteur de l'écoconstruction, vecteur de résilience des populations, dans plusieurs pays: Bénin, Burkina Faso, Ghana. Il vise à renforcer et les acteurs et les outils permettant le changement d'échelle du marché de la Voûte Nubienne. Il s'inscrit dans la continuité de trois projets préalablement financés par DPA/OSC, qui ont posé les jalons du déploiement de la voûte nubienne et permis de développer des outils d'implantation territoriale et de formation, entre autres. Il propose un changement d'échelle en mobilisant des acteurs de nature différentes : clients ruraux, collectivités locales et pouvoirs publics, paysans et architectes, formateurs, entreprises, organisations régionales et internationales. La technique constructive proposée est frugale et résiliente : architecture séculaire (originnaire du Haut Nil) de toitures voutées montées en briques de terre sans coffrage, elle est simplifiée et standardisée. Les constructions VN ne nécessitent que des matériaux disponibles localement et en abondance (pierres, terre et eau), emploient une grande quantité de main-d'œuvre et offrent de bonnes performances thermiques passives.

Le projet ambitionne la diffusion du marché de la voûte nubienne à l'échelle régionale, en s'appuyant notamment sur les partenaires opérateurs, organisations de la société civile ; la formation des paysans-maçons et déploiement du secteur et d'une filière d'écoconstruction adaptés et bas carbone à l'échelle nationale ; et enfin le rayonnement de l'écoconstruction voûte nubienne et reconnaissance de l'impact de sa diffusion à l'échelle internationale.

*Le budget total de ce projet est de 2 770 000 euros sur trois ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 800 000 euros, soit 65 % du montant total du projet.*

## **COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM**

### **Renforcer la mobilisation et l'implication des sociétés civiles sur les enjeux d'endettement des pays du Sud – Guinée, Côte d'Ivoire, Cameroun, République démocratique du Congo et Congo - phase 3**

Dans cette troisième phase, le projet vise à améliorer la gouvernance démocratique par la participation active et pérenne des sociétés civiles française, camerounaise, congolaise et ivoirienne, guinéenne et de République Démocratique du Congo au débat public sur les enjeux de dette et les politiques d'endettement public. Son objectif est de renforcer les moyens d'agir de la société civile française et des sociétés civiles du Cameroun, Congo, de Côte d'Ivoire, de RDC et de Guinée sur les questions de dette et de suivi indépendant des contrats de désendettement et développement (C2D).

Alors que les deux premières phases étaient davantage ciblées sur le suivi des C2D, cette troisième phase vise à élargir la perspective et à utiliser le suivi des C2D comme levier pour mettre en place un cadre de dialogue et de redevabilité entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics. Pour cette dernière phase, alors que les C2D vont se finaliser, il s'agit donc de poursuivre et de formaliser l'appui aux plateformes dans leur suivi indépendant (Congo, Côte d'Ivoire et Cameroun), mais aussi, dans un contexte de ré-endettement, de former les plateformes et organisations partenaires (Guinée, RDC, Congo, Côte d'Ivoire et Cameroun) à capitaliser sur les acquis et compétences et à assurer un suivi plus large des politiques d'endettement.

*Le budget total de ce projet est de 496 085 euros sur trois ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 300 000 euros, soit 60 % du montant total du projet.*

## **INITIATIVE DEVELOPPEMENT**

### **Développer une « Action pour la participation Citoyenne et des Territoires Inclusifs – ACTIF » - Bénin, Congo, Haïti, Sénégal, Tchad**

L'objectif de ce projet est de renforcer l'accès du plus grand nombre aux effets du développement territorial pour consolider la cohésion sociale. Pour ce faire, il vise à favoriser la participation effective et l'inclusion des habitants éloignés des espaces de décision dans le développement territorial. Le projet cherche également à les inclure dans la mise en œuvre des initiatives qui répondent aux enjeux et défis qu'ils identifient (activités génératrices de revenus, gestion des ressources naturelles, eau, assainissement, citoyenneté). Cette « participation-action » permet l'apprentissage de la participation inclusive, tant du côté des personnes éloignées des espaces de décisions et de l'action que des autorités locales et contribue ainsi à un développement territorial plus inclusif et donc équitable.

Concrètement, à travers ce projet, ID et ses partenaires souhaitent travailler: i) à la compréhension de ces groupes, de leurs représentations et l'identification des leviers et freins à une participation effective au développement territorial ; ii) à la question du renforcement du pouvoir d'agir et de l'autonomie des groupes éloignés des espaces de décisions; iii) à rendre les environnements institutionnels plus participatifs et inclusifs, iv) au développement d'un cadre conceptuel commun sur la participation effective des habitants éloignés des espaces de décision.

*Le budget total de ce projet est de 5 043 728 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 3 000 000 d'euros, soit 59% du montant total du projet.*

## **SANTE SUD**

### **Promouvoir la santé, les droits sexuels et reproductifs et l'égalité de genre – Burkina Faso, Maroc, Tunisie**

Le programme de Santé Sud vise à contribuer au renforcement de la santé, des droits sexuels et reproductifs et de l'égalité de genre au Burkina Faso, au Maroc et en Tunisie. Il ambitionne d'améliorer la qualité de l'offre et du parcours de soins en santé sexuelle et reproductive pour les adolescents, les femmes et les survivants de violences basées sur le genre, via une meilleure connaissance et accessibilité de l'offre de soins, une prise en charge des victimes, la structuration des parcours, et une meilleure qualité des soins via la formation des professionnels de santé. Il prévoit également le renforcement des capacités des OSC et des autres acteurs et actrices clefs concernées sur les droits en santé sexuelle et reproductive et la promotion de l'égalité de genre, l'accompagnement de leur mise en réseau et de leur plaidoyer.

*Santé Sud reçoit une subvention de 1 400 000 €, soit 59% du montant total du projet qui s'élève à 2 000 000 €.*

## **PROJETS D'INTERET GENERAL**

### **SIDACTION**

#### **Avec la plateforme ELSA, s'unir pour soutenir les acteurs associatifs de la lutte contre le VIH/sida et l'accès aux droits en santé sexuelle et reproductive, en France et en Afrique francophone – Phase 2**

Malgré des avancées notables depuis 20 ans, en particulier dans la démocratisation de l'accès au traitement, le VIH/Sida reste une crise sanitaire mondiale, aggravée par la pandémie de la covid 19.

Le projet a pour objectif de soutenir le milieu associatif de la lutte contre le VIH/sida en France et en Afrique, et de renforcer ainsi l'efficacité de l'aide apportée par la France à travers la recherche de synergies et de complémentarités entre les différents acteurs, qui interviennent dans les mêmes zones d'intervention. Monté en consortium avec Solidarité Sida, le Mouvement Français pour le Planning Familial et Solthis, il vise à renforcer la structuration de la Plateforme ELSA dans sa future stratégie et un modèle de gouvernance plus inclusif, à renforcer les capacités des associations membres et des associations partenaires et à promouvoir et diffuser l'expertise des associations de la Plateforme ELSA.

*Le budget total de ce projet est de 913 100 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 500 000 euros, soit 55% du montant total du projet.*

### **GRET - Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques**

#### **Appuyer la Mobilisation des ONG françaises sur le Climat – Phase 4 (PAMOC 4)**

L'objectif de ce projet est de renforcer la structuration et la collaboration des acteurs de la société civile française en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de créer un effet d'entraînement auprès d'autres acteurs au Nord et au Sud. Le PAMOC est mis en

œuvre par un consortium de cinq ONG (GRET, le Geres, CARE France, le Cari et Electriciens sans frontières). Le PAMOC alimente la Commission Climat et développement (CCD) de la plateforme Coordination Sud qui regroupe les OSC françaises actives en matière de solidarité internationale. Cette Commission est un espace de travail entre ONG françaises, mis en place dès 2007, qui mène des travaux sur les liens entre climat et développement à travers des partenariats, en France et à l'international, des activités de formation, de capitalisation, de plaidoyer et d'émulation entre organisations.

Le projet vise l'intégration du climat dans la RSO (responsabilité sociale des organisations) des ONG afin qu'elles réduisent l'empreinte carbone de leur fonctionnement, l'intégration du climat dans les projets de développement qu'elles mènent dans le monde entier et le plaidoyer pour assurer le suivi proactif des engagements des acteurs institutionnels dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, avec un focus sur l'Afrique de l'ouest.

*Le budget total de ce projet est de 462 436 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 300 000 euros, soit 65 % du montant total du projet.*

## **EQUIPOP**

### **Favoriser les Générations féministes**

Le projet *Générations féministes : Lyon et sa métropole, territoire d'égalité*, porté par EQUIPOP, a pour objectif de favoriser la prise de conscience des jeunes et de leur entourage sur les enjeux d'égalité femmes-hommes, et de susciter l'engagement contre les violences sexistes au niveau local et global.

*Générations féministes* mobilise des outils culturels et l'éducation populaire pour sensibiliser les jeunes (12-25 ans) en milieu scolaire (du collège à l'université) et dans des espaces informels, à travers des manifestations grand public (rencontres, expositions et débats). Le projet soutient également la structuration du milieu associatif féministe, en renforçant la mobilisation des acteurs et actrices au niveau local et en favorisant le partage de savoirs en lien avec les actrices et réseaux féministes à l'international.

L'ambition d'Equipop et de ses partenaires à travers *Générations féministes* est de faire de la région Auvergne Rhône-Alpes, et particulièrement de Lyon et de sa métropole, un laboratoire en faveur de l'égalité femmes-hommes, ouvert sur le monde et de participer à la consolidation d'une véritable génération féministe.

*Le budget total de ce projet est de 754 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 450 000 euros, soit 60 % du montant total du projet.*

## **ACTIONAID France – PEUPLES SOLIDAIRES**

### **Défendre les droits des femmes au travail dans le monde – phase 3**

Il s'agit de la 3<sup>ème</sup> phase d'un projet d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale visant à renforcer les droits des femmes au travail dans les pays en développement, par le plaidoyer et la sensibilisation des citoyens au Nord et par le renforcement des acteurs associatifs au Sud, en particulier dans les pays dans lesquels sont présents les partenaires du projet : Bangladesh, Chine, Guatemala, Jordanie et Liban.

Il a comme premier objectif de renforcer les capacités et le pouvoir d'agir des femmes et des organisations qui défendent leurs droits dans les cinq pays, comme deuxième objectif de sensibiliser l'opinion publique française sur les droits des femmes au travail et proposer des outils de mobilisation pour les défendre et comme troisième objectif d'influencer les pouvoirs publics et les entreprises pour l'adoption de normes protectrices et le contrôle de leur bonne application.

Le projet bénéficiera directement à 7000 femmes touchées par les activités des partenaires, quatre organisations locales elles-mêmes appuyant 20 organisations dans la structuration de leurs collectifs et de leurs demandes, 500 militantes et militants des groupes locaux de la fédération ActionAid France – Peuples Solidaires ainsi qu'à l'ensemble des personnes ciblées par les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer.

*Le montant total du projet est de 531 418 € dont 300 000€, soit 56% sont financés par l'AFD.*

### **FEDERATION ARTISANS DU MONDE**

#### **« Soyons artisanes et artisans de ce monde » - Intérêt général**

Premier réseau associatif du commerce équitable en France, la Fédération Artisans du Monde et ses 122 implantations locales mènent sur l'ensemble du territoire des actions de sensibilisation, d'éducation et de mobilisation citoyenne à destination du grand public : productions et diffusion d'outils pédagogiques, animations, événements afin d'expliquer les principes du commerce équitable, les relier à l'Agenda 2030 et œuvrer pour un modèle socio-économique plus juste, solidaire et durable.

L'animation et le renforcement du réseau ADM constituent le premier volet du projet : il s'agit d'accompagner les associations locales du mouvement, partout en France, pour leur permettre de devenir des acteurs-clés des transitions sur leur territoire, en organisant des temps réguliers d'échanges entre les échelons locaux, régionaux et nationaux, en facilitant le partage et la capitalisation d'expérience, en favorisant les partenariats avec les acteurs locaux des transitions et de l'ESS, et en recrutant de nouveaux bénévoles.

Le deuxième volet du projet est consacré à la sensibilisation, l'information et la formation des citoyens et des acteurs des transitions, pour qu'ils identifient le commerce équitable comme vecteur de développement durable et qu'ils relient leurs préoccupations locales et la solidarité internationale. Des animations sont organisées lors des temps forts de mobilisation collective, avec des témoignages de producteurs du Sud, et des ressources adaptées à la communication digitale et aux réseaux sociaux. Le dernier volet est consacré au plaidoyer auprès des décideurs politiques et économiques, pour des politiques et des pratiques engagées dans les transitions et le commerce équitable.

*La subvention s'élève à 550 000 euros, soit 64 % du budget global qui s'élève à 858 557 euros.*

### **COMMERCE EQUITABLE FRANCE**

#### **Renforcer la contribution active des jeunes à l'Agenda 2030 avec l'éducation au commerce équitable (Fair Future) – Intérêt général – Phase 2**

Commerce Equitable France est la plateforme française du commerce équitable, rassemblant depuis vingt ans les acteurs du secteur : organisations de solidarité internationale, associations

de mobilisation citoyenne, entreprises, centres de recherche et d'informations. Elle pilote depuis 2019 le programme d'éducation au commerce équitable Fair Future, dans le cadre d'un consortium composé des principales associations d'ECSI actives en matière d'Education au Commerce Équitable (ECE) en France : Fédération Artisans du Monde, FAIRe un monde équitable, Max Havelaar France, Bio Consom'acteurs, l'ATES et ISF.

S'appuyant sur les réalisations de la première phase, le projet permettra le déploiement des dispositifs pédagogiques conçus pour les jeunes en et hors milieu scolaire, pour les étudiants, pour les jeunes actifs. Ces dispositifs sont pensés comme un parcours global permettant d'accompagner les jeunes jusqu'à leur entrée dans la vie active. Le projet doit aussi permettre de structurer les acteurs de l'éducation au commerce équitable, de renforcer les capacités d'intervention des acteurs et structures-relais locaux et d'améliorer les démarches de capitalisation et d'évaluation.

*Le budget total s'élève à 2 086 148 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 300 000 euros, soit 62 % du montant total du projet.*

### **ENGAGES ET DETERMINES**

#### **Transversaliser les questions de jeunesses, actrices de la solidarité internationale ici et là-bas, auprès des organisations et des institutions (Place aux jeunes !) - France**

Le projet « Place aux Jeunes ! » part du constat fort qui est que, favoriser l'implication des jeunes dans les projets et les OSC de solidarité internationale constitue, tout comme le genre, un levier d'efficacité de l'aide au développement.

Le projet souhaite en conséquence renforcer la place des jeunes en tant qu'acteurs et actrices des projets, structures et gouvernances des organisations de solidarité internationale. En soutenant la transformation des acteurs de la solidarité internationale, l'objectif est de favoriser la prise en compte des enjeux dits de « jeunesses actrices », et de faire une place aux jeunes et à leurs formes de mobilisations. Cela passe également par une démarche d'influence envers les pouvoirs publics afin de s'assurer d'un environnement favorable à la participation authentique des jeunes et à la prise en compte de leurs enjeux. Il s'agit également de permettre aux acteurs du secteur de se rencontrer, d'échanger et d'apprendre mutuellement des pratiques de chacun.

*Le budget total de ce projet est de 591 300 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 350 000 euros, soit 59 % du montant total du projet.*